



Déclaration de la FNEC FP-FO

à la F3SCTD du 25 avril 2025

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCTD,

Nous allons aborder lors de cette F3SCT le suivi des fiches RSST. Nous constatons qu'il y a toujours des fiches qui ne sont pas visées ou ne le sont pas par le supérieur hiérarchique. Parmi ces dernières on retrouve cependant des fiches clôturées. Un directeur qui n'est pas le supérieur hiérarchique est-il en droit de clôturer une fiche ? Les personnels qui remplissent ces fiches ont dans la plupart des cas déjà fait d'autres démarches et c'est leur supérieur qu'ils souhaitent alerter de la situation. On ne peut que constater à travers ces fiches, la dégradation des conditions de travail de nos collègues. Et l'acte 2 de l'école inclusive ne va rien faire pour les améliorer quand on constate que la majorité des fiches relèvent de l'accueil des élèves à besoins particuliers. Accueil qui se fait sans moyen et vise à la destruction de l'enseignement spécialisé et des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux alors que les places sont manquantes.

Concernant les demandes d'aménagement de poste, pourrions-nous avoir les raisons qui justifient un refus ou l'absence de réponse ? Derrières ces demandes il y a bien souvent des situations difficiles pour les collègues. Qu'est-il fait pour accompagner ceux qui se voient opposer un refus ? Quel est le délai de réponse ? Il est inacceptable que des aménagements uniquement matériels prennent parfois plusieurs mois voire années.

Pour les accidents du travail, les démarches sont longues et couteuses en énergie pour des personnels parfois en souffrance (AT pour burn-out). Les délais de traitements sont longs et cela est dur psychologiquement car les répercussions financières entre un AT et un CMO ne sont les mêmes.

L'amélioration des conditions de travail des collègues passe par des investissements massifs dans les services publics et par conséquent l'éducation. Il faut cesser d'investir dans la guerre et augmenter le point d'indice, créer les postes nécessaires de professeurs, d'AESH et d'AED, augmenter le nombre de places dans les EMS, recruter des médecins de prévention pour un suivi médical digne de ce nom dans l'éducation nationale, mettre fin à l'inclusion systématique et forcée sans moyen et aux réformes et contre-réformes qui s'enchainent sans prendre en considération l'avis des personnels. Dans de meilleures conditions de travail nous ne pourrions que constater la baisse du nombre de signalements au RSST, de demandes d'aménagement de postes et de déclaration d'accident de travail.

Les revendications de la FNEC FP-FO sont :

- Revalorisation du point d'indice à hauteur de l'inflation, 10% tout de suite et le rattrapage des 30% perdus depuis 2000,
- Annulation des suppressions de postes et création des postes nécessaires d'enseignants, de postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, d'AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté,
- Abandon définitif de l'acte 2 de l'Ecole inclusive et abandon du PAS
- Maintien et création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED,
- Arrêt de toutes les mesures qui remettent en cause nos statuts et dégradent nos conditions de travail (Pacte, « Choc des savoirs » ...),
- Retrait pur et simple de la réforme de la voie professionnelle,
- Annulation des formations hors temps scolaire.